

Katholieke Universiteit Leuven
Faculté des Sciences Agronomiques et de la Biologie Appliquée



Working Paper
2003 / 82

**SECURITE ALIMENTAIRE A KINSHASA:
UN FACE A FACE QUOTIDIEN AVEC L'ADVERSITE**

Eric TOLLENS

Septembre 2003

Ce document (pdf) peut être téléchargé à partir du lien suivant:
<http://www.agr.kuleuven.ac.be/aee/clo/wp/tollens2003d.pdf>

Traduction de l'anglais réalisé par le Dr. Tshiunza Muamba.

Département d'Economie Agricole et de l'Environnement
K.U.Leuven
Willem de Croylaan 42, B-3001 Leuven – Belgium
Tel. +32-16-321614, Fax +32-16-321996

Tollens, E. "Sécurité alimentaire à Kinshasa: un face à face quotidien avec l'adversité." Working Paper, n° 82, Département d'Economie Agricole et de l'Environnement, Katholieke Universiteit Leuven, 2003.

Prof. Eric Tollens,
Département d'Economie Agricole et de l'Environnement, K.U.Leuven,
de Croylaan 42, B-3001 Leuven (Heverlee), Belgique
Tel.: +32 16 32 16 16, Fax: +32 16 32 19 96,
Email: eric.tollens@agr.kuleuven.ac.be

Copyright 2003 by Eric Tollens. All rights reserved. Readers may make verbatim copies of this document for non-commercial purposes by any means, provided that this copyright notice appears on all such copies.

Introduction

La ville de Kinshasa aurait dû normalement connaître une situation alimentaire catastrophique suite au blocage de ses voies de desserte du nord du pays par la guerre et la rébellion durant les trois dernières années. Les routes desservant la capitale sont dans un état déplorable et le charroi automobile est très usé. Les organisations d'aide étrangère et humanitaires font régulièrement état de faim et de malnutrition parmi la population; les Kinois ne mangent plus qu'une fois par jour ou une fois tous les deux jours. Toutefois, la ville de Kinshasa n'a jamais connu de famine, même pendant le dramatique siège d'août et de septembre 1998. Comment peut-on expliquer cette situation? La situation est-elle aussi catastrophique que l'indiquent les rapports des "experts" et la logique occidentale? Quels sont les comportements et les pratiques des gens par rapport à la nourriture? Comment les gens se nourrissent-ils en réalité?

Toutes ces questions fondamentales sont discutées les unes après les autres dans ce chapitre. Les faits indiquent que la situation alimentaire actuelle à Kinshasa n'est pas pire qu'à la fin du régime de Mobutu en 1997. Le contexte créé par la guerre a amené la population à faire des innovations importantes ainsi que des changements significatifs dans le système d'approvisionnement alimentaire de la ville. Des mécanismes de débrouille, des innovations sociales ainsi que diverses adaptations ont vu le jour et permis d'assurer un approvisionnement alimentaire continu de la ville. Leur développement a permis de combler le vide causé par l'absence du secteur formel, de compenser les échecs de la politique du régime de Laurent Kabila et de surmonter les obstacles rencontrés par le gouvernement de Joseph Kabila.

Malgré un manque aigu de devises, particulièrement pendant le règne de Laurent Kabila, les importations globales d'aliments, en particulier le blé, le poisson congelé (*mpiodi*¹), le riz et la volaille ne sont pas moins importantes maintenant qu'il y a trois ans. Une foule de nouveaux services liés au ravitaillement alimentaire ont été inventés. L'élevage urbain ainsi que l'agriculture péri-urbaine se sont considérablement développés. Le mauvais état des routes entre Kinshasa et Bandundu, principale province d'approvisionnement de la capitale, a entraîné le développement de nouvelles voies de transport. Le transport fluvial assure actuellement plus de la moitié des approvisionnements alimentaires de la capitale. Une nouvelle flotte d'embarcations en bois (baleinières) fabriquées localement circulent actuellement entre Kinshasa et le Bandundu et le Kasai; ce nouveau type d'embarcations n'est qu'une de nombreuses adaptations à la crise.

Par contre, une des pires crises humanitaires dans le monde prévaut actuellement dans les zones en guerre. Quoique probablement avec exagération, il a été estimé qu'environ 2,5 millions de gens sont morts à l'Est du Congo depuis le début de la guerre, surtout à cause de la malnutrition et des maladies qu'on aurait pu facilement prévenir (IRC 2001); plus de 2 millions de gens ont été déplacés à l'intérieur du pays. Un taux de malnutrition sévère de plus de 15% a été observé chez les enfants de moins de 5 ans dans les zones en guerre (les deux provinces du Kivu et le nord du Katanga); un taux de 25.8% a été trouvé à Kiambi, dans le nord du Katanga (Table 1).

¹ Aussi appelé Thompson, le *mpiodi* est un poisson de faible qualité nutritive, le moins cher et le plus consommé par les Kinois.

Pauvreté, pouvoir d'achat et faim

Le revenu mensuel de la plupart des familles kinoises n'a pas changé depuis 1997. Les familles pauvres ont un revenu mensuel d'environ 50\$; ce revenu est à peine suffisant pour couvrir la facture alimentaire mensuelle. Les plus pauvres parmi les familles pauvres ont à peine 30\$; avec pareil revenu, elles ne peuvent ni nouer les deux bouts du mois ni pourvoir une consommation journalière de 2000 calories à chacun de leurs membres (à Kinshasa une famille moyenne est composée de 6 à 7 personnes). La moitié de la population ne prend plus qu'un repas par jour, 25% prennent un repas tous les deux jours. En outre, la qualité de la nourriture prise par ces populations est très pauvre. Pour la plupart des observateurs, la manière dont la population de Kinshasa fait face à la crise alimentaire est à la fois un miracle et un mystère; les Kinois eux-mêmes ne disent-ils pas souvent: "*nous vivons mystérieusement*".

Les quartiers les plus pauvres de Kinshasa affichent des niveaux de pauvreté extrêmement alarmants et un état d'insécurité alimentaire chronique. Les résidents de ces quartiers connaissent une existence extrêmement précaire et sont très vulnérables aux chocs extérieurs tels que les fluctuations monétaires, les maladies et les pertes d'emploi. Les résultats d'une enquête menée dans les parties les plus pauvres de la commune de Kimbaseke montrent que 42% des enfants connaissent une malnutrition chronique et que les taux de malnutrition globale atteignent 18.3%. Les taux de malnutrition dans ces quartiers ont triplé entre septembre 1999 et janvier 2001 (Save the Children-Oxfam-Christian Aid). Une augmentation des taux de malnutrition coïncide généralement avec des chocs macro-économiques (tels que l'inflation et les réformes monétaires) qui affectent le pouvoir d'achat des populations (Luzolele et al. 1999). Les données de cette enquête montrent l'importance de la stabilité macro-

économique et de la croissance économique dans la lutte contre la malnutrition et la pauvreté.

Les résultats des enquêtes de Ntoto M'vubu (2001) sur le budget de consommation dans 3 communes pauvres de Kinshasa, en l'occurrence Kisenso, Kindele et Makala ont permis d'identifier les principaux postes des dépenses des ménages. La commune de Kisenso avait le revenu mensuel le plus bas, soit 71\$ pour un ménage moyen de 8 personnes. Environ 39% de ce revenu étaient consacrés à la nourriture, 22% à l'énergie, l'eau et le savon, 12% au transport, 11% au loyer, 8% à la scolarisation et 6% à la santé. Dans les familles les plus pauvres, les dépenses alimentaires dépassaient bien les 50% de leur revenu. Malgré une part élevée de leur revenu consacrée à l'alimentation (jusqu'à 39%), la plupart des familles sont quand même obligées de produire une partie de leur nourriture pour pouvoir tenir le coup. Les dépenses énergétiques à Kisenso sont élevées parce qu'une bonne partie de cette commune n'est pas électrifiée; la population de cette commune utilise le charbon de bois ou le bois de chauffage pour faire la cuisine, et les lampes à pétrole pour s'éclairer.

L'agriculture urbaine et péri-urbaine à Kinshasa constitue une autre réponse à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire qui prévalent dans la ville. Ce phénomène est observé partout dans les grandes villes d'Afrique et d'Amérique latine (FAO 1999). Quoique actuellement supportée par plusieurs ONGs, l'émergence de l'agriculture urbaine et péri-urbaine est essentiellement une innovation issue de la base. Ensemble avec l'élevage, elle permet de réduire de façon significative la vulnérabilité alimentaire des ménages pauvres de Kinshasa (Trefon 2000, 2002).

Prix des aliments

Les prix des aliments à Kinshasa (estimés en dollars américains) ont augmenté approximativement de 30% entre octobre 1994 (période où ils étaient à leur niveau le plus bas de la décennie) et janvier 1999. Leurs fluctuations saisonnières ont également connu une augmentation significative pendant cette même période. Habituellement, elles étaient modérées grâce à l'alternance des saisons culturales entre le nord et le sud de l'équateur; mais cette stabilité a disparu avec le blocage des approvisionnements alimentaires en provenance du nord du pays. Les prix des aliments sur les marchés de la capitale diminuent de janvier à mai pendant les principales périodes de récolte dans le Bas-Congo et le Bandundu. Ils augmentent durant la deuxième moitié de l'année, avec un pic pour les prix du manioc en octobre et novembre, en pleine saison des pluies lorsque le séchage des cossettes de manioc devient particulièrement difficile.

Malgré l'aggravation des problèmes de ravitaillement par la guerre, les prix des produits alimentaires ont commencé à chuter en janvier 1999 et ont atteint leur niveau d'octobre 1994 au début de l'année 2000, soit une chute de 30%. Grâce aux réparations de la route asphaltée Matadi-Kinshasa, le ponde coûte seulement le tiers de son prix du début de l'année 1999. Le ponde, légume de feuilles de manioc fraîches et source principale de protéines, est très périssable et ne supporte pas le transport sur de longues distances. Il doit être consommé de préférence juste après sa récolte car sa qualité culinaire se détériore rapidement peu de jours après sa récolte. Son prix est revenu à son bas niveau de 1993.

Les prix du maïs à Kinshasa en 1999 et 2000 étaient plus élevés qu'en 1997 avant la guerre, avec de grandes variations saisonnières allant de \$0.30/kg après la récolte en

février à \$0.70/kg en décembre avant la récolte dans le Bandundu. Les prix du manioc ont été plus ou moins stables à l'instar de ceux du riz et du blé importés. Les prix du riz et du blé sont à leurs niveaux historiques les plus bas: environ \$0.50/kg pour le riz et \$0.40 à 0.50/kg pour la farine de blé. En mai 2001, les prix des aliments ont augmenté de façon significative suite à la libéralisation économique et à la quadruple augmentation des prix du carburant. Ces mesures économiques ont eu des répercussions très graves sur la vie des populations.

Nuancer les taux de malnutrition

Le tableau n° 1 révèle que les taux de malnutrition globale parmi les enfants de moins de 5 ans varient entre 10 et 20% selon les communes. Cependant, à Kinshasa, le taux de malnutrition sévère chez les enfants de moins de 5 ans est inférieur à 3%. Les habitants de Kinshasa semblent mieux faire face à la crise alimentaire que ceux de l'intérieur du pays. Cependant la façon dont ils se débrouillent pour éviter les effets néfastes de cette crise est un des mystères les plus persistants de la capacité de survie des habitants de la capitale.

Tableau 1 : Résultats des enquêtes de malnutrition réalisées en RDC

Province	Location	Age	Globale	Sévère	Date	Source
Ville de Kinshasa	Commune de Kimbanseke	<5	12,2 %	2,6 %	Fév 2001	ACF-USA
	Commune de Selembao	<5	12,0 %	2,6 %	Fév 2001	ACF-USA
	Commune de Kisenso	<5	9,4 %		Fév 2001	ACF-USA
	Commune de Masina (Tshimungu)	<5	11,3 %		Avr 2001	SC UK
	Commune de Kimbanseke (Lobiko)	<5	18,3 %		Avr 2001	SC UK
Bas-Congo	Luozi	<5	4,6 %	1,3 %	Mar 2001	MSF-B
	Mangembo	<5	5,0 %	0,8 %	Mar 2001	MSF-B
Bandundu	Pas d'information					
Kasaï Occidental	Demba	<10	30,0 %	10,0 %	Déc 2000	Hopital de Demba
Kasaï Oriental	Pas d'information					
Equateur	Pas d'information					
Province Orientale	Rimba (Ituri)	<5	8,6 %	2,0 %	Mar 2001	COOPI
		>5	3,2 %	1,3 %		
	Nioka	<5	10,4 %	15,1 %	Mar 2001	COOPI
		>5	12,6 %	22,8 %		
	Kisangani	<5	9,1 %	1,7 %	Inconnue	MSF-H
Nord Kivu	Zone de santé de Goma (6 zones de santé)	<5	9,3 %	0,9 %	Déc 2000	SC UK
	Kayna	<5	29,3 %	11,9 %		
			29,4 %	14,3 %	Mai	Solidarités
					Juin 2001	
	Kibabi (Masisi)	<5	5,7 %	1,3 %	Sept 2000	SC UK
Sud Kivu	Kirolirwe (Masisi)	<5	6,7 %	0,3 %	Nov 2000	SC UK
	Bitobolo/Bunyakiri (*)	12-59	41,1 %	17,1 %	Déc 2000	SC UK
		Mois			Jan 2001	
Maniema	Kalima	<5	14,1 %	8,1 %	Jan 2001	Merlin
Nord Katanga	Ville de Kalemie	<5	7,0 %	4,0 %	Août 2000	Nuova Frontiera
	Nyunzu	<5	21,7 %	12,2 %	Sep 2000	Nuova Frontiera
	Kioko	<5	14,0 %	9,2 %	Sep 2000	Nuova Frontiera
	Manono	<5	23,23 %	19,9 %	Mar 2001	Nuova Frontiera
	Kiambi	<5	32,07 %	25,8 %	Mar 2001	Nuova Frontiera

N.B. Ces données représentent la majorité des enquêtes nutritionnelles réalisées en RDC en 2000 et 2001. Il est possible que certaines n'aient pas été prises en compte.

(*) Taux de malnutrition globale observé par Save the Children UK pendant une campagne de vaccination à Bunyakiri, dans le Sud Kivu. La méthode utilisée était celle de la mesure du périmètre du bras des enfants (MUAC) et la détection de l'oedème. Aucune mesure anthropométrique n'était prise.

Source: Save the Children - Oxfam and Christian Aid 2001.

Les effets néfastes de l'insécurité alimentaire n'apparaissent pas dans la situation alimentaire des Kinois alors qu'elle prévaut clairement dans leur vie quotidienne (Banea-Mayambu 2001). Ceci peut s'expliquer par le fait que les Kinois recourent à des pratiques et mécanismes qui leur permettent d'en atténuer ou même d'en éviter les conséquences néfastes. Monsieur Banea-Mayambu fait également remarquer que les taux de malnutrition modérée, sévère et aiguë dans la capitale sont restés relativement stables au cours des dix dernières années. Il est ainsi clair que la situation économique catastrophique que traverse le pays a amené la population de Kinshasa à apprendre à gérer judicieusement sa situation alimentaire.

Approvisionnementnements alimentaires

Les racines et les feuilles de manioc sont d'importantes sources de protéines et les piliers de la sécurité alimentaire des Kinois. A lui tout seul, le manioc apporte journalièrement plus de 50% des calories à la population. Cependant, on note une importance de plus en plus grande du maïs dans l'alimentation des Kinois; le maïs est nutritionnellement plus complet que le manioc et peut être transporté sur des longues distances sans se détériorer. Le tableau n° 2 indique le pourcentage de chaque aliment intervenant dans le régime alimentaire du Kinois.

Tableau 2 : Contribution de différents aliments dans le régime alimentaire de la population kinoise en 1996

Aliments	% en calories (total = 1.989 calories/jour)	% en poids (total = 719 g/jour)
Manioc	50,0	39,0
Riz blanc	9,5	7,4
Huile de palme	9,0	2,8
Maïs	6,9	5,5
Pain	5,0	3,8
Plantains	4,6	10,0
Légumes	1,0	7,6
Poissons	3,6	3,8
Haricots	3,4	3,0
Total	93,0	92,9

Source: PNUD/UNOPS, *Monographie de la ville de Kinshasa*, PNSAR 1997-2001, Octobre 1998, p. 196, enquêtes et observations qualitatives dans la ville de Kinshasa en mai 1996.

La situation alimentaire a évolué depuis la récolte de ces données. La farine et les feuilles de manioc fourniraient actuellement entre 60 et 65% de toutes les calories, alors que le maïs, le riz et le blé (pain) apporteraient chacun entre 5 et 10% du reste des calories. Une enquête réalisée auprès de 625 ménages a montré que le *fufu* de manioc (pâte) constitue la nourriture la plus fréquente pour 82% de ces ménages (Banea-Mayambu 2001). En second lieu, vient le *fufu* de maïs (60%) quoiqu'il soit la nourriture de base pour seulement 11% des ménages. La farine de maïs est souvent mélangée avec la farine de manioc pour améliorer la consistance et le volume de la pâte. Cette pratique relativement récente à Kinshasa, est un autre exemple d'adaptation de la population aux problèmes d'approvisionnement alimentaire. Dans le passé, le maïs était la nourriture de base des populations de la savane du sud du Kasai et du Katanga alors que les populations de forêt consommaient surtout le manioc. Le régime alimentaire de base de presque la moitié des Kinois est donc monotone et presque entièrement végétarien. La viande, à l'exception de quelques maigres

morceaux de poisson, est tellement rare dans le régime des Kinois qu'elle n'apparaît pas dans le tableau n° 2.

Le manioc est habituellement transporté sous forme de cossettes, mais celles-ci périssent facilement parce qu'elles absorbent de l'humidité et moisissent en peu de jours seulement. Elles sont généralement acheminées à Kinshasa par camion, le transport par route étant plus rapide que le transport par rivière. Par rivière, le manioc est généralement transporté sous forme de pâte (*kimpuka* ou *bimpuka*) prête à être transformée en *chikwanges* (une forme de pain de manioc).

La plupart des légumes, particulièrement les types feuillus tels que les *bitekuteku* (*Amaranthus* spp.) et les *ngaingai* (*Hibiscus asper*), sont cultivés à Kinshasa ou dans ses environs. Les légumes les plus chers tels que le *fumbwa* (*Gnetum africanum*) sont apportés de Kikwit (province de Bandundu); le *fumbwa* est un légume-feuille récolté dans la nature. L'acheminement de ces légumes à Kinshasa ne bénéficie d'aucun support de la part des pouvoirs publics; au contraire ces derniers constituent une des principales entraves à leur commercialisation à travers l'imposition des prix artificiels, le prélèvement des taxes diverses et la pratique de divers autres moyens d'extorsion.

La voracité des pouvoirs publics dans le circuit d'approvisionnement alimentaire a entraîné l'émergence et l'omniprésence des marchés fantômes un peu partout dans la ville. Ces marchés peuvent apparaître dans tous les endroits où un véhicule peut stationner et disparaître aussitôt que se pointent les percepteurs de taxes ou autres agents de l'Etat, réels ou non. C'est de cette manière que de grandes quantités de produits sont vendues (en gros ou demi-gros) pendant la nuit à l'intérieur des parcelles

(des commerçants) clôturées avec des murs. La même situation de méfiance vis-à-vis des pouvoirs publics existe dans les ports (*beaches*); ceux-ci s'étendent jusqu'à Maluku et même au-delà, c'est-à-dire dans des endroits difficiles d'accès aux inspecteurs de l'Etat prédateur. Il y a actuellement 48 ports à Kinshasa (Bescoplan/GRET, septembre 2000), tous soumis aux tracasseries d'une foule de services officiels de perception de taxes diverses.

Diversification des voies d'approvisionnement

Les ravitaillements en provenance de la province de l'Equateur et de la province Orientale ont virtuellement cessé depuis le début de la deuxième guerre en septembre 1998. Afin d'éviter des pénuries alimentaires graves à la ville, les Kinois se sont débrouillés pour trouver d'autres voies de desserte, notamment à partir de la province de Bandundu. Le tableau n° 3 montre les changements des tonnages des produits arrivant à Kinshasa selon les sources d'approvisionnement.

Tableau 3 : Tonnages (%) d'approvisionnement en produits agricoles de Kinshasa par voie fluviale par province d'origine

Province d'origine	Jan.-Mai 1996	Jan.-Mai 1999	Jan.-Mai 2001
Orientale	12	0	0
Equateur	52	13	5
Bandundu	18	80	91
Kasaï	18	7	4

Source: Félix Kupay, GRET, 2001.

En 1996, environ 52% des produits agricoles arrivant à Kinshasa par bateau provenaient de la province de l'Equateur; depuis 1999, entre 80 et 91% de ces produits proviennent de la province de Bandundu. Une bonne partie de la province de

l'Equateur¹ ainsi que toute la province Orientale font actuellement partie des territoires occupés par la rébellion et sont séparées de la capitale. Le volume des produits arrivant de Bandundu a plus que triplé depuis le début de la seconde guerre en août 1998; le tonnage global moyen est passé de 3.500 tonnes à environ 11.000 tonnes par mois. Le gros de ce tonnage est constitué de produits alimentaires; d'autres produits agricoles (tels que le café et le caoutchouc) produits dans le Bandundu sont aussi acheminés en petites quantités par voie fluviale à Kinshasa.

Le commerce fluvial vers Kinshasa a presque doublé entre 1990 (BEAU 1991) et 1999/2000 (Bescoplan/GRET 2000). En 1990, 107.000 tonnes de produits ont été déchargés dans les ports de la ville contre 200.000 tonnes en 1999/2000. En 1990, deux tiers du trafic fluvial ont été assurés par l'ONATRA (société para-étatique) et seulement un tiers par le secteur privé. Dix ans plus tard, 95% du trafic fluvial étaient assurés par des opérateurs privés. Ce transfert remarquable du trafic fluvial des provinces de l'Equateur et Orientale vers la province de Bandundu est une preuve frappante de la flexibilité des transporteurs fluviaux congolais lorsqu'ils sont confrontés à des situations difficiles.

Chaque mois, entre 100 et 200 baleinières arrivent dans les ports de Kinshasa, chacune transportant entre 10 et 200 tonnes de produits, avec une moyenne de 40 tonnes. GRET estime que 150 à 200 baleinières opèrent à partir de Kinshasa. Des embarcations métalliques plus grandes font la navette entre Kinshasa et Bandundu;

¹ Unilever Congo a perdu le contrôle de sa plantation de Yaliginba dans la province de l'Equateur et celle de Lokutu dans la province Orientale; mais elle garde encore le contrôle de celle de Boteka dans la province de l'Equateur; celle-ci est devenue la principale pourvoyeuse d'huile de palme de la capitale (source: Agrinfo, III N° V, juillet 2001).

elles ont une grande puissance de traction leur permettant de tirer plusieurs barges à la fois. Leur cargaison moyenne dépasse les 100 tonnes. L'augmentation du nombre de baleinières dans le trafic fluvial entre le Bandundu et le Kasai est une réponse aux mauvaises conditions de route existant entre Kinshasa et ces deux provinces.

Tableau 4 : Nombre de bateaux enregistrés à l'arrivée à Kinshasa selon leur provenance en 1996 et 1999

Provenance	1996	1999
Bandundu	130	246
Equateur	162	51
Kasai	30	29
Province Orientale	42	0

Source: Bescoplan/GRET, septembre 2000, p. 63.

Les baleinières étaient très rares dans les années 80. Aujourd'hui, elles sont fabriquées par des artisans congolais dans le chantier naval d'Eola dans le territoire d'Idiofa et dans le chantier de Nioki dans le territoire d'Inongo. Le chantier d'Inongo date du temps colonial alors que celui d'Eola est d'installation relativement récente. Le chantier d'Eola est probablement le fruit d'un ancien projet de fabrication de bateaux financé par l'USAID (Agence des Etats-Unis pour le Développement International) dans les années 80 dans le cadre d'un projet d'amélioration du système de commercialisation des produits agricoles. Dans l'un des aspects du projet, un architecte naval expatrié forma plusieurs charpentiers locaux dans l'art de construire les baleinières. Critiqué à l'époque parce que le transport routier semblait être plus logique et plus indiqué, ce projet est aujourd'hui un succès total; il a permis d'approvisionner régulièrement le trafic fluvial en baleinières depuis le début de la crise du transport congolais.

Réhabilitation des routes

Il convient de noter que le transport fluvial s'est agrandi de manière à répondre aux besoins alimentaires de la ville de Kinshasa, et qu'en plus le réseau routier reliant Kinshasa à la province de Bandundu a été l'objet d'importantes réparations. Le projet PAR (Projet d'Appui à la Réhabilitation), financé par l'Union Européenne, a permis de réhabiliter les principales routes asphaltées entre Mbanza-Ngungu et Kinshasa et entre Kinshasa et Mbankana en 1998 et 1999. Plusieurs routes de desserte, particulièrement dans la province de Bandundu, ont été réparées en même temps que des pistes menant aux principaux points d'embarcation le long des rivières, permettant ainsi le développement des sources alimentaires alternatives.

En 1998/1999, le manioc en provenance de Bandundu a remplacé le maïs qui venait de la province de l'Equateur lorsque celle-ci ainsi que la province Orientale étaient coupées de la capitale par la guerre. L'huile de palme, le riz et les arachides ont également vu leur offre diminuer. L'huile de palme, la troisième denrée alimentaire la plus importée après le manioc et le maïs, est encore une denrée cher dans la capitale; elle est vendue dans de petits récipients en plastic de 50 à 100 ml. Le savon, produit fabriqué principalement avec de l'huile de palme, est tellement cher que sa barre (unité de fabrication) ne se vend qu'après avoir été divisé en deux ou quatre morceaux. Les vieilles palmeraies sauvages dans le Kwilu et le Bas-Congo ont été réhabilitées pour répondre aux nouvelles possibilités économiques créées par la crise.

Importations alimentaires

Les importations alimentaires pour la ville de Kinshasa, particulièrement celles de blé, de riz et des poissons congelés (principalement le *mpiodi*) sont en augmentation

depuis les années 80 (Goossens et al. 1994). Plus de 200.000 tonnes d'aliments ont été importés chaque année depuis la fin des années 90. Une bonne partie de ces aliments était réexpédiée à l'intérieur du pays et même réexportée au Congo-Brazzaville. Ces aliments sont tellement bon marché qu'ils concurrencent sérieusement les produits locaux. Les réparations apportées à la route Kinshasa-Mbanza-Ngungu ont facilité le transport par camion de ces produits à partir du port de Matadi; mais moins de produits animaux ont été importés en 2000 et 2001, particulièrement la volaille, à cause de l'augmentation des contrôles des prix, du manque de devises et de la détérioration rapide du taux de change. ORGAMAN, la plus grande société importatrice des produits alimentaires au Congo, a réduit ses importations de poissons et viande congelés de 67.648 tonnes en 1999 à 62.655 tonnes en 2000. Au contraire, Congo Futur et Socimex, deux sociétés libanaises basées à Anvers, ont augmenté leurs importations de produits alimentaires, concurrençant ainsi très sérieusement la société ORGAMAN.

Les importations des céréales sèches, particulièrement la farine de blé et le riz, ont sérieusement augmenté depuis le début de la deuxième guerre en 1998. Les importateurs libanais (Congo Futur et Socimex) se sont également lancés dans le commerce des céréales sèches. Malgré une taxe de franchise de 35% imposée par le gouvernement, plus de 100.000 tonnes de farine de blé ont été importés en 2000, et beaucoup plus encore en 2001. Cependant, un bon pourcentage de ces importations est entré dans le pays frauduleusement sous couvert de la "procédure d'enlèvement d'urgence" à Matadi, ce qui signifie que seulement une partie des taxes est officiellement payée. Cette concurrence illégale a affecté MIDEMA dont les

minoteries (situées à Matadi) n'utilisent actuellement qu'environ 40% de leur capacité (110.000 tonnes en 2000).

Le pain est disponible partout dans la ville de Kinshasa à des prix particulièrement bas. Des baguettes de pain de 150 à 200 gr se vendent à environ \$0.10 la pièce. Quoique le pouvoir d'achat des ménages (revenu mensuel moyen est de \$50) soit faible, ces baguettes sont relativement bon marché et sont un aliment de bonne valeur nutritionnelle. Les principales boulangeries de la ville sont Quo Vadis, B.K.T.F., UPAK et Panico; elles possèdent de grandes installations et sont très efficaces dans la fabrication du pain. Elles possèdent des points de vente un peu partout à travers la ville. Le pain est ainsi devenu un aliment de base en concurrence avec le manioc et le maïs aussi bien à Kinshasa qu'à l'intérieur du pays. Les baguettes de pain fabriquées à Kinshasa parcourent de longues distances jusque dans les coins les plus éloignés du pays.

MIDEMA a récemment importé du maïs pour ses minoteries afin de combler le manque causé par les problèmes d'approvisionnement de la province de l'Equateur. Elles importent aussi du soja du Brésil pour fabriquer les aliments pour volailles et du lait de soja. Elles ont récemment ouvert une nouvelle usine de fabrication d'aliments pour animaux à Kinshasa et leurs ventes ont augmenté de 80% pendant les deux dernières années. Elles vendent surtout des aliments pour porcs et volailles pour l'élevage urbain et péri-urbain. Les résultats d'une enquête réalisée par CEPLANUT en 1999 indiquent qu'une famille sur dix dans la capitale élève des poules, des canards et des pigeons (même en pleine ville). Les excréments des animaux d'élevage sont utilisés comme engrais organiques en culture maraîchère.

Les récoltes de riz exceptionnellement bonnes en Thaïlande et au Vietnam ont entraîné la chute des cours mondiaux du riz, et par conséquent augmenté les importations en riz de qualité au Congo. Le Vietnam, la Chine, le Pakistan et les USA sont les principaux fournisseurs du Congo en riz. Celui-ci coûte environ \$0.50/kg par sac de 25 ou 50kg et beaucoup plus s'il est vendu au détail.

La crise du manioc

La propagation rapide de la mosaïque du manioc (CMD) a empiré la situation alimentaire déjà précaire de la ville de Kinshasa. Quoique la mosaïque du manioc soit endémique et répandue au Congo, l'invasion du pays par la souche "Ougandaise" ou "Africaine de l'Est" est toute récente. Cette souche est plus mortelle et plus dévastatrice que la souche préexistante "Africaine de l'Ouest". Le manioc congolais est maintenant attaqué par les deux types de virus, en plus d'autres maladies et ravageurs tels que le feu bactérien, l'acarien vert et la cochenille farineuse. Il en résulte évidemment des baisses de rendement très significatives. La propagation du virus par les mouches est facilitée par le fait que le manioc est planté partout au Congo. Etant donné que le manioc se multiplie ordinairement par voie végétative, le virus est facilement propagé par l'utilisation de boutures provenant des plantes virosées. Il suffit de très peu d'années pour qu'un champ entier soit infecté, particulièrement sur les sols pauvres où le manioc est généralement planté. Cependant, les agriculteurs plantent de plus en plus le manioc sur leurs meilleures terres afin de lutter contre la diminution des rendements.

Il n'est pas ainsi surprenant que le prix de détail de la farine de maïs à Kinshasa soit parfois plus bas que celui de la farine de manioc. Jusqu'avant la dernière crise, la

farine de manioc a toujours été l'aliment de base le moins cher. Ce sont les bas rendements du manioc dans le Bandundu et le Bas-Congo et les nouvelles sources d'approvisionnement en maïs qui font que la farine de maïs soit de temps en temps moins cher. Même le riz importé est parfois moins cher que la farine de manioc sur les marchés de la capitale. Il s'agit là d'une situation sans précédent et une claire indication de la gravité de la crise qui affecte le manioc et frappe le pays tout entier.¹

Changements dans les modes de culture

D'importants changements dans les modes de culture se sont produits aussi bien dans le Bandundu que dans le Bas-Congo pendant la dernière décennie. La culture du niébé a connu un développement très important. Légume à graines sèches très riches en protéines, le niébé est actuellement la principale source de protéines des Kinois. C'est une culture de courte durée bien adaptée aux zones semi-arides comme le nord du Nigéria. Il est maintenant couramment cultivé dans le Kwango et dans les savanes sablonneuses du plateau de Bateke, dans l'arrière-pays de Kinshasa. Il est souvent planté comme culture de seconde saison bénéficiant de l'humidité résiduelle du sol. On trouve aussi de plus en plus de millet (culture du Sahel trouvée partout dans le sud de la province de Bandundu) dans les savanes sèches de la région. Le sésame, une autre culture des savanes sèches, est aussi trouvé sur les marchés de Kinshasa. On

¹ Un projet sur les ravageurs et maladies du manioc est en train d'être élaboré; le principe de son financement a été accepté par l'USAID et la FAO. Il comporte l'introduction et la dissémination rapide des variétés résistantes à la mosaïque, le lâcher des prédateurs des acariens verts, le suivi et l'évaluation des résultats. Le projet inclut l'IITA, l'INERA et le SECID (Consortium du Sud-Est des Etats-Unis pour le Développement International).

cultive aussi de plus en plus de riz dans les bas-fonds de la province du Bas-Congo ainsi que dans la région du Kwilu, dans la province de Bandundu.

Le projet "Pool Malebo", financé par la Belgique dans le cadre du Programme National Riz, apporte une assistance financière et technique à 5.000 planteurs de riz qui exploitent environ 2.000 hectares de marécages le long du fleuve Congo. Ce projet a réussi à promouvoir la production locale du riz irrigué à Kinshasa. La coopération italienne travaille également sur la promotion du riz irrigué, mais elle assiste surtout dans la construction des digues dans les marais du pool Malebo.

Dans la région d'Idiofa (Bandundu) où le projet PAR a réhabilité les routes de desserte menant aux ports, on a noté une augmentation sensible de la production de maïs écoulé sur Kinshasa et vers les deux provinces du Kasai. D'une façon générale, on produit actuellement plus de maïs dans la province de Bandundu pour compenser les pertes dues à l'isolement de la province de l'Equateur. Les ventes des semences améliorées de MIDEMA, en particulier celles de maïs, sont en nette augmentation.

Innovations sur les marchés alimentaires de Kinshasa

Plusieurs innovations ont vu le jour sur les marchés alimentaires de Kinshasa et ont eu des effets positifs sur la sécurité alimentaire. Elles semblent toutes être des réponses spontanées de la population aux contraintes économiques et politiques, particulièrement à la démission et à l'absence de l'Etat et à la chute du secteur formel privé.

Les agents commissionnaires, par exemple, sont devenus des acteurs très importants dans le domaine d'approvisionnements alimentaires. Ils ont quatre fonctions essentielles. D'abord, ils rassemblent, souvent en collaboration avec les commerçants, les biens à expédier vers une destination particulière. Deuxièmement, ils groupent les voyageurs selon leurs destinations respectives avant de leur trouver un véhicule pour leur transport. En troisième lieu, ils facilitent la communication entre les opérateurs économiques, souvent par radio mais de plus en plus par téléphone cellulaire. Finalement, ils servent d'intermédiaires dans l'envoi et la réception de l'argent entre la capitale et l'intérieur du pays. Ce service est très important étant donné la quasi-inexistence des banques à l'intérieur du pays. Il est actuellement possible de transférer de l'argent d'un point à un autre en une seule journée. Ce service coûte néanmoins très cher, souvent 10% du montant transféré. Cette innovation est basée sur la confiance et l'appartenance ethnique. Les agents commissionnaires sont essentiellement situés le long de l'avenue Kianza à Kinshasa (pour les transactions avec le Bandundu) et le long de l'avenue Kasavubu (pour les transactions avec le Bas-Congo) et possèdent des correspondants à l'intérieur du pays. Ces agents sont apparus dans les années 90 à la recherche de la réduction des coûts de transaction; leur émergence démontre clairement la capacité des Kinois de faire des innovations socio-économiques de façon spontanée en vue de faire face à la détérioration du système bancaire formel et à l'augmentation des problèmes de transport.

Le chaos existant dans les ports de Kinshasa et le besoin de se créer des nouvelles sources de revenu ont contribué à l'émergence d'intermédiaires de toutes sortes dans le circuit d'approvisionnement alimentaire. Leur rôle principal est de faciliter la vente aux vendeuses locales des produits agricoles amenés par rivière. Ils s'occupent

principalement du manioc et du maïs, mais aussi du poisson fumé et de la viande boucanée. Ces intermédiaires sont appelés *mamans-manoeuvres*, *mamans-bipupula* or *mamans-kabola*.¹ Quoique certaines de ces femmes aient accès à de l'argent liquide à travers le *likelembe* et le *muziki* (épargnes tournantes et associations de crédit), la plupart d'entre elles sont des pauvres mères de famille qui recourent à ces services pour assurer leur survie et nourrir leurs familles. Elles collectent suffisamment d'argent auprès des acheteurs potentiels, accostent les commerçants et négocient, par exemple, le prix d'un sac de manioc; celui-ci est subséquemment partagé entre les différents acheteurs. En général, les acheteurs ne peuvent pas acheter individuellement un sac de 50 kg; mais à travers les *mamans-manoeuvres*, chacun peut obtenir une part de celui-ci à un meilleur prix qu'au détail. La *maman-manoeuvre* est rémunérée par les parts de cossettes que lui donne chaque acheteur en plus des fragments de manioc qui ne peuvent être distribués. Au final, elle peut avoir 2 à 3 kg à partir d'un sac de 50 kg. Cette innovation a connu tellement de succès que le nombre de ces femmes a sérieusement augmenté, diminuant ainsi le nombre de sacs traités journalièrement (2 à 3) ainsi que la quantité de fragments de cossettes de manioc obtenue (4 à 5 kg) par chaque femme. Une partie de ces cossettes est utilisée pour nourrir la famille, tandis que l'autre est vendue au comptant.

Plusieurs autres services de facilitation liés à l'approvisionnement alimentaire ont également vu le jour pendant cette crise. Il s'agit des *chayeurs*, *groupeurs*, *éclaireurs*, *ngundeurs* et autres *drogadeurs*. Les *chayeurs* sont des intermédiaires opérant en ville; ils vont à la recherche des clients à qui ils proposent des affaires avant de les

¹ Le phénomène *mamans-manoeuvres* est également discuté dans ce volume par Nzeza.

leur amener pour la vente. Les *groupeurs* ou commissionnaires fouillent l'arrière-pays de Kinshasa à la recherche des produits agricoles qu'ils groupent, stockent et réservent à des futurs acheteurs. Ils sont aidés dans leur recherche par des *éclaireurs* (scouts) qui travaillent pour le compte des acheteurs ou transporteurs particuliers; leur rôle principal est de fournir des renseignements sur les endroits où les produits agricoles peuvent être trouvés ainsi que les prix de ces derniers. Les *ngundeurs* sont de petits commerçants qui, pendant la principale campagne de commercialisation des produits agricoles, vivent en milieu rural à la recherche de meilleures affaires. Ils peuvent travailler à leur propre compte ou pour le compte d'un plus grand commerçant. Finalement, il y a les *drogadeurs* qui sont des manutentionnaires informels: ils chargent et déchargent les bateaux dans les nombreux ports fantômes de la capitale. Ces ports de fortune sont souvent installés hors de portée de contrôle des autorités portuaires officielles. Les *drogadeurs* aident aussi à guider les bateaux arrivant de l'intérieur vers les ports où ils peuvent opérer tranquillement sans les tracasseries administratives habituellement rencontrées dans les ports de Kinshasa.

Le développement de tous ces nouveaux services a été facilité par la diffusion rapide du téléphone cellulaire. Quoique Kinshasa ait été l'une des premières grandes villes africaines à posséder le téléphone cellulaire, l'explosion des compagnies de téléphone cellulaire dans cette ville est récente. Oasis, Celtel, Comcel, Starcel, Celnét, Telecel,¹ et plus récemment Vodacom sont quelques-unes des compagnies de téléphone cellulaire qui se disputent ce lucratif marché de la télécommunication. Étant donné que la plupart de ces compagnies ne sont pas compatibles, certains utilisateurs

¹ Telecel a débuté à Kinshasa en 1985; c'était la première compagnie de téléphone mobile à s'installer en Afrique.

possèdent une collection de différents appareils téléphoniques. Les services téléphoniques sont disponibles presque partout dans la ville à travers des téléboutiques où l'on peut même téléphoner à la minute. Dans certains cas, les téléboutiques donnent accès à l'internet. Quelques villes à l'intérieur du pays possèdent également des réseaux téléphoniques. La popularisation du téléphone cellulaire a favorisé l'émergence de plusieurs types de services informels et permis la réduction des coûts de transaction.

La construction du vaste Marché de la Liberté permettra d'améliorer l'accès alimentaire des populations vivant dans les communes les plus pauvres de Kinshasa. Installé sur l'ancien site d'assemblage de General Motors (21 ha) dans la commune de N'djili, ce marché est une initiative conjointe du gouvernement congolais et du secteur privé. Avec 7.300 étalages, il est probablement le marché de détail le plus grand d'Afrique. Il est administré par la ville de Kinshasa. Il est également prévu d'y construire des banques, des chambres froides, des aires de stationnement ainsi que des entrepôts. L'entrepreneur de ce projet gigantesque est la société minière et de construction M. Forrest basée au Katanga. Apparemment, il s'agit d'un contrat entre Forrest et le gouvernement congolais dont le but est d'extraire du cobalt¹ à partir des résidus des mines de Lubumbashi, ensemble avec la compagnie Union Minière (Umicore) de Belgique.

¹ Une nouvelle technologie permet maintenant de rentabiliser les résidus miniers. L'usine Forrest à Lubumbashi est actuellement la deuxième plus large de son genre dans le monde.

Sécurité alimentaire dans les zones en guerre

Il est très difficile d'obtenir des informations dignes de foi sur la situation alimentaire à l'intérieur du pays, et plus particulièrement dans les zones en guerre. La plupart des informations disponibles sont purement anecdotiques. On fait normalement confiance aux informations fournies par OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies), FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), et les ONGs (Organisations non gouvernementales) opérant dans ces zones. Malgré leur état sommaire, toutes les informations obtenues indiquent qu'une grande tragédie humaine est en cours dans cette partie du pays.

Les troupes se retirent lentement du front à l'Est du pays, mais se redéploient souvent dans les zones minières. Ceci a conduit à l'explosion des luttes entre différents groupes armés, généralement aux dépens des populations locales. Le désir de contrôler les vastes ressources minières d'or, de diamant et de coltan du pays est la principale cause de ces conflits et la raison de leur prolongation (Samset 2002). Cette cupidité cause la souffrance de plusieurs millions de gens. Parce qu'ils ne sont pas payés, les militaires forcent (souvent à main armée) la population à leur fournir de la nourriture. Face à cette situation, la population réagit souvent en fuyant dans la forêt, devenant ainsi des personnes déplacées. Il a été estimé qu'environ 2.050.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays dans les deux provinces du Kivu et dans la province du Katanga; 328.000 autres personnes ont fui vers les pays voisins. Les personnes déplacées sont particulièrement vulnérables et sujettes à une insécurité alimentaire sévère. Près d'un million de personnes se cachent encore dans la forêt dans des conditions de vie très difficiles. Elles vivent de la chasse et du ramassage et

ne reçoivent ni soin médical ni support d'aucune sorte. Leur situation nutritionnelle est épouvantable, particulièrement celle des femmes et des enfants.

“Les taux de malnutrition globale chez les enfants de moins de 5 ans ont atteint les 41% avec des taux de malnutrition sévère allant jusqu'à 26%. Ces données ont été récoltées dans les communautés précédemment occupées (et isolées) auxquelles la communauté humanitaire a eu accès. Il est donc logique de penser que la situation dans les régions encore inaccessibles par les agences humanitaires est pour le moins mauvaise, si pas pire. Les personnes déplacées inaccessibles dans la forêt sont dans un état nutritionnel particulièrement mauvais comme le montre les données nutritionnelles de PAM (Programme alimentaire mondial) dans le Sud Kivu: 75% des enfants malnourris actuellement enregistrés dans les centres de nutrition appartiennent aux familles récemment sorties de la forêt. Lorsque Manono et Kiambi (nord du Katanga) devinrent accessibles en janvier 2001, Nuova Frontiera fit une enquête nutritionnelle qui révéla un taux de malnutrition globale de 32.07% chez les enfants de moins de 5 ans et un taux de malnutrition sévère de 25.71%". (Save the Children-Oxfam-Christian Aid 2001: 25.)

Les personnes déplacées vivant dans la forêt se nourrissent principalement de racines de manioc et de fruits sauvages. Ce régime alimentaire déséquilibré entraîne diverses carences nutritionnelles chez ces personnes et une susceptibilité accrue aux maladies. Ces personnes manquent également de simples matériels aratoires, de semences et de boutures. Elles maraudent pendant leur fuite, causant ainsi davantage de conflits et de tension.

Les organisations humanitaires actives au Congo, particulièrement OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies) et ECHO (Office d'aide humanitaire de la Commission Européenne), semblent être bien organisées et efficaces malgré le manque d'un financement adéquat. Le coût de déplacement pour atteindre les personnes déplacées et vulnérables est très élevé à cause de longues distance à parcourir, du mauvais état des routes et de l'insécurité encourue par les personnels. En plus, les personnes déplacées ont tendance à avoir peur des étrangers et à fuir à leur approche. La plupart d'entre elles sont en haillons ou même nues, et restent ainsi en cachette. Une des premières choses que les organisations humanitaires devraient faire est de leur distribuer des habits, ensuite la nourriture. La distribution des semences, des boutures et du matériel aratoire peut alors suivre.

Conclusion

Se nourrir aujourd'hui à Kinshasa est devenu plus difficile que jamais auparavant. Cette situation est due plus à la pauvreté qu'à l'inefficacité du système d'approvisionnement alimentaire. Paradoxalement, cette situation alimentaire difficile ne se reflète pas clairement dans les indicateurs nutritionnels parce que les Kinois ont développé des mécanismes de survie plus ou moins sophistiqués durant la dernière décennie. Malgré l'état déplorable des infrastructures de transport, des services de l'Etat et du secteur privé, on produit suffisamment de nourriture à Kinshasa et dans ses environs, et on y importe une autre bonne partie. Le transport et la distribution des produits agricoles se font de manière relativement efficace et fournissent travail et revenu à des milliers de pauvres gens, particulièrement aux femmes cultivatrices et commerçantes. Le circuit de distribution des aliments fournit également un revenu aux agents de l'Etat et au gouvernement central. Ce miracle journalier se réalise dans

un chaos apparent, mais il suit sa propre logique basée sur les liens parentaux, communautaires, religieux ou commerciaux, lesquels s'étendent parfois sur des milliers de kilomètres. Il défie le contrôle de l'Etat et les tactiques prédatrices de ceux qui sont supposés assurer la sécurité de la population et créer un environnement favorable à l'activité économique.

Les approvisionnements en maïs et en manioc de Bandundu, réalisés surtout par bateau, ont presque entièrement compensé les pertes dues à l'isolement de la province de l'Equateur et de la province Orientale. Cette performance est tout à fait remarquable! Le transport par bateau a plus que triplé en tonnages pendant le conflit en cours. Cette évolution positive a été favorisée par la réparation des routes de desserte dans le Bandundu et par l'apparition des baleinières. Ce "miracle de Kinshasa" expliquerait pourquoi la sécurité alimentaire dans la capitale congolaise est meilleure que prévue.

Toutes les innovations décrites ci-dessus révèlent comment les Kinois ont répondu au défi de survie journalière en développant leurs propres solutions. Celles-ci ne sont pas toujours efficaces ou peu coûteuses, mais elles semblent fonctionner. Elles emploient presque toujours un grand nombre de gens et sont basées sur la confiance et la solidarité. Elles peuvent être considérées comme "des opérations du secteur informel", mais la marge entre l'informel et le formel est floue: le formel et l'informel travaillent généralement en tandem et en symbiose, se complétant mutuellement pour vaincre dans la mesure du possible le système officiel prédateur. Malgré la possession des registres de commerce officiels en bonne et due forme leur conférant un statut officiel, la plupart des opérateurs économiques (comme les agences des commissionnaires)

opèrent en dehors des systèmes bancaire et commercial officiels. Ce chapitre a aussi montré que des grands opérateurs du secteur formel travaillent de plus en plus de façon informelle et même frauduleuse, par exemple en important de façon non officielle une partie du blé, du riz, du poisson congelé (*mpiodi*) ou de la volaille. Au final, le fonctionnement du système économique actuel est tel qu'il permet aux pauvres Kinois de se tirer d'affaires. Comment peut-on comprendre autrement qu'une baguette de pain coûte seulement \$0.10 et qu'elle soit trouvée partout à Kinshasa et même à l'intérieur du pays, ou que le poisson congelé (*mpiodi*) puisse être acheté pour moins d'un dollar le kg?

Quoique la situation de sécurité alimentaire à Kinshasa soit dramatique, les taux de malnutrition actuels n'y sont pas pires maintenant qu'il y a 10 ans. Des stratégies d'adaptation et de débrouille ont été développées et raffinées avec beaucoup de créativité et d'ingéniosité pendant la dernière décennie. Cependant, il reste à savoir combien de temps cette situation va perdurer et comment est-ce que toutes ces innovations sociales pourront servir de levier au développement économique et social lorsque la paix reviendra et que la croissance économique deviendra une réalité?

Bibliographie

Banea-Mayambu, J. P. (2001), “Consommation alimentaire, pratiques de survie et sécurité alimentaire des ménages à Kinshasa”, in Mukadi Kankonde and Eric Tollens, (eds.), *Sécurité Alimentaire au Congo-Kinshasa – production, consommation et survie*, Leuven: KUL/Paris: L’Harmattan.

BESCOPLAN/GRET (2000), “Analyse des effets de l'état des routes de desserte agricole sur l'économie alimentaire à Kinshasa”, Programme d'Appui à la Réhabilitation/Fonds Européen de Développement: Kinshasa.

CEPLANUT (2000), “Enquête nutritionnelle et de consommation alimentaire dans la ville de Kinshasa”. Rapport non publié.

De Herdt, Tom, (2000), “Surviving the transition – Institutional Aspects of Economic Regress in Congo-Zaire”, Proefschrift, UFSIA, Faculty of Applied Economics, Antwerp.

FAO (2000) “Informations sur la sécurité alimentaire”, n° 20, Kinshasa.

FAO (2001) “Informations sur la sécurité alimentaire”, n° 21, Kinshasa.

Goossens, Frans, Bart Minten and Eric Tollens (1994) *Nourrir Kinshasa. L'approvisionnement local d'une métropole africaine*. Leuven: KUL/Paris: L'Harmattan.

International Rescue Committee (2001), *Mortality in eastern Democratic Republic of Congo*, IRC: Brussels.

Kankonde, Mukadi and Eric Tollens, (eds.), (2001), *Sécurité Alimentaire au Congo-Kinshasa, Production, Consommation et Survie*, K.U.Leuven and L'Harmattan: Paris.

Kupay, Félix (2001), “Approvisionnement de Kinshasa par le Fleuve, Etude des manifestes de navigation entre 1996 et 2001”. Rapport non publié. GRET.

Luzolele, L., Tom De Herdt and Stefan Marysse (1999), “La pauvreté urbaine en Afrique subsaharienne. Le cas de Kinshasa”. Rapport non publié. Universitaire Faculteiten St.-Ignatius (UFSIA), Antwerp.

Nackers, F. (1999), under the direction of M. Malengreau, “La sécurité alimentaire dans les ménages de Kinshasa”. Rapport non publié. Université Catholique de Louvain, Ecole de Santé Publique, Unité d'Epidémiologie, Louvain-la-Neuve.

Ntoto, M'vubu (2001), “Budget de consommation des ménages: structure et déterminants – cas de quelques quartiers pauvres de la ville de Kinshasa: Kisenso, Kindele et Makala”, in Kankonde, Mukadi and Eric Tollens, (eds.), (2001), *Sécurité Alimentaire au Congo-Kinshasa, Production, Consommation et Survie*, K.U.Leuven and L'Harmattan: Paris.

OCHA (2001), “Chronicles of a humanitarian crisis-year 2000, Democratic Republic of the Congo”, Office for the Coordination of Humanitarian Affairs: Kinshasa.

PNUD/UNOPS (1998), *Monographie de la ville de Kinshasa*, Ministères de l'Agriculture et de l'Elevage, du Plan, de l'Education Nationale et de l'Environnement, Conservation de la Nature, Forêts et Pêche: Kinshasa.

Samset, Ingrid (2002), "Conflict of Interests or Interests in Conflict? Diamonds and War in the DRC", *Review of African Political Economy*, n° 93/94, pp. 463-480.

Save the Children-Oxfam-Christian Aid (2001), "No End in Sight-The human tragedy of the conflict in the Democratic Republic of Congo". Rapport non publié. Kinshasa.

Trefon, Theodore, (2002), "The Political Economy of Sacrifice: the *Kinois* and the State" in *Review of African Political Economy*, n°. 93/94, pp. 481-498.

Trefon, Theodore (2000), "Population et Pauvreté à Kinshasa" in *Afrique Contemporaine*, n° 194, pp. 82-89.

List of Available Working Papers

- nr. 1 BEERLANDT, H. en L. DRIESEN, *Criteria ter evaluatie van 'duurzame landbouw'*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, januari 1994, 35 p.
- nr. 2 BEERLANDT, H. en L. DRIESEN, *Evaluatie van herbicide-resistente planten aan criteria voor duurzame landbouw*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, januari 1994, 39 p.
- nr. 3 BEERLANDT, H. en L. DRIESEN, *Evaluatie van bovine somatotropine aan criteria voor duurzame landbouw*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, januari 1994, 63 p.
- nr. 4 BEERLANDT, H. en L. DRIESEN, *Evaluatie van gemanipuleerde planten met biopesticide eigenschappen afkomstig van Bacillus thuringiensis aan criteria voor duurzame landbouw*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, januari 1994, 32 p.
- nr. 5 BEERLANDT, H. en L. DRIESEN, *Evaluatie van haploide planten aan criteria voor duurzame landbouw*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, januari 1994, 17 p.
- nr. 6 BEERLANDT, H. en L. DRIESEN, *Evaluatie van genetische technieken voor diagnosebepaling, immunologische technieken ter verbetering van de landbouwproductie en transgene dieren en planten als bioreactor aan criteria voor duurzame landbouw*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, januari 1994, 28 p.
- nr. 7 BEERLANDT, H. en L. DRIESEN, *Evaluatie van verbetering van de stikstoffixatie bij planten aan criteria voor duurzame landbouw*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, januari 1994, 17 p.
- nr. 8 BEERLANDT, H. en L. DRIESEN, *Evaluatie van porcine somatotropine aan criteria voor duurzamelandbouw*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, januari 1994, 29 p.
- nr. 9 BEERLANDT, H. en L. DRIESEN, *Evaluatie van tomaten met een langere houdbaarheid aan criteria voor duurzame landbouw*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, februari 1994, 30 p.
- nr. 10 CHRISTIAENSEN, L., *Voedselzekerheid: van concept tot actie: een status questionis*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, april 1994, 106 p.
- nr. 11 CHRISTIAENSEN, L. and J. SWINNEN, *Economic, Institutional and Political Determinants of Agricultural Production Structures in Western*

Europe, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, May 1994, 40 p.

- nr. 12 GOOSSENS, F., *Efficiency and Performance of an Informal Food Marketing System, The case of Kinshasa, Zaire*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, July 1995, 41 p.
- nr. 13 GOOSSENS, F., *Failing Innovation in the Zairian Cassava Production System, A comparative historical analysis*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, July 1995, 18 p.
- nr. 14 TOLLENS, E., *Cadre conceptuel concernant l'analyse de la performance économique des marchés*, Projet-FAO "Approvisionnement et Distribution Alimentaires des Villes de l'Afrique Francophone", Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, août 1995, 35 p.
(Deuxième version, avril 1996, 77 p.)
- nr. 15 TOLLENS, E., *Les marchés de gros dans les grandes villes Africaines, diagnostic, avantages et éléments d'étude et de développement*, Projet-FAO "Approvisionnement et Distribution Alimentaires des Villes de l'Afrique Francophone", Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, août 1995, 23 p.
(Deuxième version, septembre 1996, 32 p.)
- nr. 16 ENGELEN, G., *Inleiding tot de landbouwvoorlichting* (heruitgave), Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, augustus 1995, 17 p.
- nr. 17 TOLLENS, E., *Agricultural Research and Development towards Sustainable Production Systems: I. Information Sources, Surveys; II. Conceptualisation of the Change Process*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Rural Development", module 1, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, August 1995
- nr. 18 TOLLENS, E., *Planning and Appraising Agricultural Development programmes and Projects: I. Farm Planning; II. Aggregation, Sensitivity Analyses and Farm Investment Analysis; III. Guidelines on Informal Surveys and Data Collection*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Rural Development", module 2, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, September 1995
- nr. 19 TOLLENS, E., *Structural Adjustment and Agricultural Policies: I. Market Theory: the State and the Private Sector; II. Output Markets and Marketing Institutions; III. Input Markets; IV. Case Study: Cameroon*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Policy Reforms", module 1, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, September 1995
- nr. 20 TOLLENS, E., *Theory and Macro-Economic Measures of Structural Adjustment – Methods of Evaluation and Linkages to the Agricultural Sector: I. Development Models and the Role of Agriculture*, NATURA-NECTAR

course: "Agricultural Economics and Policy Reforms", module 2, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, September 1995

- nr. 21 TOLLENS, E., *Theory and Macro-Economic Measures of Structural Adjustment – Methods of Evaluation and Linkages to the Agricultural Sector: II. Implementation of Policy Reforms: Case Study of Market Liberalisation in Cameroon for Cocoa and Coffee*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Policy Reforms", module 2, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, September 1995
- nr. 22 TOLLENS, E., *Supply Response within the Farming Systems Context: I. Input Supply and Product Markets; II. Agricultural Supply Response Assessment*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Policy Reforms", module 3, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, September 1995
- nr. 23 GOOSSENS, F., *Agricultural Marketing and Marketing Analysis: I. Agricultural Marketing Research Frameworks. II. Agricultural Market Performance Criteria and The Role of Government Intervention*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Rural Development", module 3, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, September 1995
- nr. 24 GOOSSENS, F., *Agricultural Marketing and Marketing Analysis: Demand Analysis*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Rural Development", module 3, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, September 1995
- nr. 25 CHRISTIAENSEN, L. en H. BEERLANDT, *Belgische voedselhulp geanalyseerd met betrekking tot voedselzekerheid*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, november 1994, 15 p.
- nr. 26 CHRISTIAENSEN, L. en H. BEERLANDT, *De Belgische ontwikkelingssamenwerking met Rwanda geanalyseerd met betrekking tot voedselzekerheid*, Afdeling Landbouweconomie, KU.Leuven, november 1995, 36 p.
- nr. 27 BEERLANDT, H., *Identificatie van de meest kwetsbaren in Monduli distrikt, Arusha regio, Tanzania*, A.C.T.- Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, april 1995, 40 p.
- nr. 28 BEERLANDT, H., TOLLENS, E. and DERCON, S., *Methodology for Addressing Food Security in Development Projects, Identification of the Food Insecure and the Causes of Food Insecurity based on Experiences from the Region of Kigoma, Tanzania*, Department of Agricultural Economics and Centre for Economic Research, Katholieke Universiteit Leuven, Leuven, December 1995, 19 p.

- nr. 29 BEERLANDT, H., *Koppelen van noodhulp en structurele ontwikkelingssamenwerking: opties voor een Belgisch beleid*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, december 1995, 23 p.
- nr.30 TOLLENS, E., *La crise agraire au Zaïre: pour quelle politique de développement dans la phase de transition?*, Une contribution au colloque "Le Zaïre en Chantier: Quels Projets de Société", Anvers, 18 février 1993, December 1995, 14 p.
- nr.31 GOOSSENS, F., *Rôle des systèmes d'alimentation dans la sécurité alimentaire de Kinshasa*, Une contribution au projet GCP/RAF/309, AGSM, FAO, mai 1996, 78 p.
- nr.32 BEERLANDT, H., DERCON, S., and SERNEELS, I., (Project co-ordinator: E. TOLLENS), *Tanzania, a Food Insecure Country?*, Department of Agricultural Economics, Center for Economic Research, Katholieke Universiteit Leuven, September 1996, 68 p.
- nr. 33 TOLLENS, E., *Food security and nutrition 2. Case study from Tanzania*, Nectar Programme, Agricultural Economics and Policy Reforms, module 4, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, Septembre 1996, 47 p.
- nr. 34 BEERLANDT, H., en SERNEELS, J., *Voedselzekerheid in de regio Kigoma, Tanzania*, Afdeling Landbouweconomie en Centrum voor Economische Studiën, Katholieke Universiteit Leuven, september 1996, 45 p.
- nr. 35 BEERLANDT, H., *Identificatie van verifieerbare indicatoren ter toetsing van de voedselzekerheidssituatie in de regio Arusha, Tanzania*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, november 1996, 60 p.
- nr. 36 GOOSSENS, F., *Commercialisation des vivres locaux en Afrique Subsaharienne, le secteur informel dans un perspectif dynamique*, Une contribution au projet GCP/RAF/309, AGSM, FAO, novembre 1996, 58 p.
- nr. 37 GOOSSENS, F., *The Economics of Livestock Systems: I. Marketing Problems and Channels of Livestock in Sub Sahara Africa*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Rural Development", module 4, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, November 1996.
- nr. 38 GOOSSENS, F., *The Economics of Livestock Systems: II. Price Stabilization in the Livestock Sector*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Rural Development", module 4, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, November 1996.
- nr.39 GOOSSENS, F., *The Economics of Livestock Systems: III. Consumer Demand for Livestock Products*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Rural Development", module 4, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, November 1996.

- nr. 40 JASPERS, N., *I. La Seguridad Alimenticia en el departamento de Quiché: Identificación e Impacto del Programa de Créditos, II. Informe Sobre Estudio Seguridad Alimenticia*, ACT - Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, November 1996, 39 p.
- nr. 41 TOLLENS, E., *Social indicators with an illustration from Thailand*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Policy Reforms", module 4, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, January 1997, 38 p.
- nr. 42 BEERLANDT, H., en SERNEELS, J., *Handleiding voor een voedselzekerheidsdiagnose*, Afdeling Landbouweconomie en Centrum voor Economische Studiën, Katholieke Universiteit Leuven, februari 1997, 131 p.
- nr. 43 BEERLANDT, H., and SERNEELS, J., *Manual for a Food Security Diagnosis*, Department of Agricultural Economics and Center for Economic Research, Katholieke Universiteit Leuven, March 1997, 125 p.
- nr. 44 GOOSSENS, F., *Aangepaste vormen van samenwerking als hefboom voor de sociaal-economische promotie van boeren in het zuiden - algemene conclusies*, Seminarie georganiseerd door Ieder Voor Allen, Brussel, 17-18 maart 1997, 8 p.
- nr. 45 GOOSSENS, F., *Commercialisation des vivres locaux en Afrique Subsaharienne - neuf études de cas*, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, Mai 1997, 50 p.
- nr. 46 BEERLANDT, H., en SERNEELS, J., *Food Security in the Kigoma Region of Tanzania*, Department of Agricultural Economics and Center for Economic Research, Katholieke Universiteit Leuven, May 1997, 42 p.
- nr. 47 BEERLANDT, H., and SERNEELS, J., *Manuel Pour un Diagnostic de Sécurité Alimentaire*, Département d'Economie Agricole et le Centre d'Etudes Economiques, Katholieke Universiteit Leuven, Juillet 1997, 134 p.
- nr. 48 GOOSSENS, F., *Rural Services and Infrastructure - Marketing Institutions*, NATURA-NECTAR course: "Agricultural Economics and Policy Reforms", module 4, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, June 1997, 20 p.
- nr. 49 TOLLENS, E., *International Trade and Trade Policy in Livestock and Livestock Products*, NATURA-NECTAR COURSE: "Agricultural Economics and Rural Development", module 4, Afdeling Landbouweconomie, Katholieke Universiteit Leuven, October 1997, 43 p.
- nr. 50 DESMET, A., *Working towards autonomous development of local farmer organisations: which role for development agencies?*, Department of Agricultural Economics and Center for Economic Research, March 1998, 49 p.

- nr. 51 TOLLENS, E., *Catalogue de titres dans la bibliotheque ALEO sur le Zaïre - Congo*, Département d'Economie Agricole, Katholieke Universiteit Leuven, Mars 1998, 96 p.
- nr. 52 DEMONT, M., JOUVE, P., STESENS, J., et TOLLENS, E., *Evolution des systèmes agraires dans le Nord de la Côte d'Ivoire: les débats «Boserup versus Malthus» et «compétition versus complémentarité» révisités*, Département d'Economie Agricole et de l'Environnement, Katholieke Universiteit Leuven, Avril 1999, 43 p.
- nr. 53 DEMONT, M., and TOLLENS, E., *The Economics of Agricultural Biotechnology: Historical and Analytical Framework*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, October 1999, 47 p.
- nr. 54 DEMONT, M., en TOLLENS, E., *Biologische, biotechnologische en gangbare landbouw: een vergelijkende economische studie*, Afdeling Landbouw- en Milieueconomie, Katholieke Universiteit Leuven, Maart 2000, 53 p.
- nr. 55 DEMONT, M., JOUVE, P., STESENS, J., and TOLLENS, E., *The Evolution of Farming Systems in Northern Côte d'Ivoire: Boserup versus Malthus and Competition versus Complementarity*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, August 2000, 25 p.
- nr. 56 DEMONT, M., and TOLLENS, E., *Economic Impact of Agricultural Biotechnology in the EU: The EUWAB-project*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, January 2001, 16 p.
- nr. 57 DEMONT, M., and TOLLENS, E., *Reshaping the Conventional Welfare Economics Framework for Estimating the Economic Impact of Agricultural Biotechnology in the European Union*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, March 2001, 32 p.
- nr. 58 DEMONT, M., and TOLLENS, E., *Uncertainties of Estimating the Welfare Effects of Agricultural Biotechnology in the European Union*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, April 2001, 81 p.
- nr. 59 DEMONT, M., and TOLLENS, E., *Welfare Effects of Transgenic Sugarbeets in the European Union: A Theoretical Ex-Ante Framework*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, May 2001, 39 p.
- nr. 60 DE VENTER, K., DEMONT, M., and TOLLENS, E., *Bedrijfseconomische impact van biotechnologie in de Belgische suikerbietenenteelt*, Afdeling Landbouw- en Milieueconomie, Katholieke Universiteit Leuven, Juni 2002, 66 p.

- nr. 61 DEMONT, M., and TOLLENS, E., *Impact of Agricultural Biotechnology in the European Union's Sugar Industry*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, June 2002, 55 p.
- nr. 62 DEMONT, M., and TOLLENS, E., *The EUWAB-Project: Discussion*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, August 2002, 20 p.
- nr. 63 DEMONT, M., DELOOF, F. en TOLLENS, E., *Impact van biotechnologie in Europa: de eerste vier jaar Bt maïs adoptie in Spanje*, Afdeling Landbouw- en Milieueconomie, Katholieke Universiteit Leuven, Augustus 2002, 41 p.
- nr. 64 TOLLENS, E., *Food Security: Incidence and Causes of Food Insecurity among Vulnerable Groups and Coping Strategies*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, September 2002, 30 p.
- nr. 65 TOLLENS, E., *La sécurité alimentaire: Incidence et causes de l'insécurité alimentaire parmi les groupes vulnérables et les stratégies de lutte*, Département d'Economie Agricole et de l'Environnement, Katholieke Universiteit Leuven, Septembre 2002, 33 p.
- nr. 66 TOLLENS, E., *Food Security in Kinshasa, Coping with Adversity*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, September 2002, 35 p.
- nr. 67 TOLLENS, E., *The Challenges of Poverty Reduction with Particular Reference to Rural Poverty and Agriculture in sub-Saharan Africa*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, September 2002, 31 p.
- nr. 68 TOLLENS, E., *Het voedselvraagstuk*, Afdeling Landbouw- en Milieueconomie, Katholieke Universiteit Leuven, December 2002, 59 p.
- nr. 69 DEMONT, M., WESSELER, J., and TOLLENS, E., *Biodiversity versus Transgenic Sugar Beet: The One Euro Question*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, November 2002, 33 p.
- nr. 70 TOLLENS, E., and DEMONT, M., *Biotech in Developing Countries: From a Gene Revolution to a Doubly Green Revolution?*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, November 2002, 8 p.
- nr. 71 TOLLENS, E., *Market Information Systems in Liberalized African Export Markets: The Case of Cocoa in Côte d'Ivoire, Nigeria and Cameroon*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, November 2002, 19 p.

- nr. 72 TOLLENS, E., *Estimation of Production of Cassava in Bandundu (1987-1988) and Bas Congo (1988-1989) Regions, as Compared to Official R.D. Congo statistics*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, December 2002, 29 p.
- nr. 73 TOLLENS, E., *Biotechnology in the South: Absolute Necessity or Illusion?*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, December 2002, 29 p.
- nr. 74 DEMONT, M., BONNY, S., and TOLLENS, E., *Prospects for GMO's in Europe*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, January 2003.
- nr. 75 FRANCHOIS, L., and MATHIJS, E., *Economic and Energetic Valuation of Farming Systems: A Review*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, February 2003, 36 p.
- nr. 76 VANDERMERSCH, M. en MATHIJS, E., *Performantie en bedrijfsprofiel in de melkveehouderij*, Afdeling Landbouw- en Milieueconomie, Katholieke Universiteit Leuven, Februari 2003, 33 p.
- nr. 77 TOLLENS, E., *L'état actuel de la sécurité alimentaire en R.D. Congo : Diagnostic et perspectives*, Département d'Economie Agricole et de l'Environnement, Katholieke Universiteit Leuven, Février 2003, 40p.
- nr. 78 VANDERMERSCH, M., MESKENS, L. en MATHIJS, E., *Structuur van de Belgische melkveehouderij*, Afdeling Landbouw- en Milieueconomie, Katholieke Universiteit Leuven, Februari 2003, 60 p.
- nr. 79 DEMONT, M., TOURE, M., STESENS, J. et TOLLENS, E., *Etude comparative des systèmes de commercialisation d'igname en Côte-d'Ivoire, au Bénin et au Nigeria*, Département d'Economie Agricole et de l'Environnement, Katholieke Universiteit Leuven, Juin 2003, 24 p.
- nr. 80 TOLLENS, E., *Current Situation of Food Security in the D.R. Congo: Diagnostic and Perspectives*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, August 2003, 37 p.
- nr. 81 TOLLENS, E., *Poverty and Livelihood Entitlement, How It Relates to Agriculture*, Department of Agricultural and Environmental Economics, Katholieke Universiteit Leuven, August 2003, 30 p.
- nr. 82 TOLLENS, E., *Sécurité alimentaire à Kinshasa: un face à face quotidien avec l'adversité*, Département d'Economie Agricole et de l'Environnement, Katholieke Universiteit Leuven, Septembre 2003, 33 p.